



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<http://pouruneconstituante.fr/spip.php?article1337>

FIER DE NOTRE NATION

- Tribunes -



Date de mise en ligne : mercredi 26 avril 2017

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Une historiographie récente, masochiste et réductrice travaille à rabaisser la Nation française. Ce texte ne veut pas faire une apologie de celle-ci, mais rappeler quelques éléments clés qui la constitue et dont nous devons être fiers.

La Nation ou communauté de citoyen.nes

D'après le Dictionnaire Larousse, la Nation est un ensemble d'êtres humains vivants dans un même territoire, ayant une communauté d'origine, d'histoire, de culture, de traditions, parfois de langue, et constituant une communauté politique. C'est une entité abstraite, collective et indivisible, distincte des individus qui la composent et titulaire de la souveraineté.

Selon le dictionnaire en ligne du CNRS ATILF, la Nation peut recouvrir plusieurs sens : Cela peut être un « groupe d'hommes dont les membres sont unis par une origine réelle ou supposée commune et qui sont organisés primitivement sur un territoire.

Pour Joseph de Maistre, 1810, c'est un groupe humain, généralement assez vaste, dont les membres sont liés par des affinités tenant à un ensemble d'éléments communs ethniques, sociaux (langue, religion, etc.) et subjectifs (traditions historiques, culturelles, etc.) dont la cohérence repose sur une aspiration à former ou à maintenir une communauté.

Cela peut être aussi un groupe humain stable, établi sur un territoire défini constituant une unité économique, caractérisé par une auto-conscience ethnique (marquée par l'idée de la communauté d'origine et de destinée historique), une langue et une culture communes, formant une communauté politique personnifiée par une autorité souveraine et correspondant à un stade évolué du mode et des rapports de production. Selon Jaurès « Aucune [personne humaine] ne doit être privée des moyens positifs de travailler librement, sans dépendance servile à l'égard de qui que ce soit. C'est donc dans la Nation que le droit de tous les individus, aujourd'hui, demain et toujours, trouve sa garantie » (JAURÈS, Ét. Soc., 1901, p.132).

Ou encore selon Roger MARTELLI, dans son livre La Nation, Paris, Éd. Soc., 1979, p.22, la nation ne put apparaître, en tant que telle, à la surface des rapports sociaux, qu'au moment où se cristallisèrent les contradictions de classes, où elles nécessitèrent l'intervention directe des masses populaires. Pendant la Révolution française, c'est un ensemble des personnes formant le Tiers État.

Ma définition personnelle est la suivante : « La Nation est une forme collective d'individuation humaine regroupant des populations de mêmes origines ou distinctes faisant une même société reconnue par l'ensemble des membres du peuple souverain sur un même territoire et ses frontières et ayant construit une constitution comprise par toutes et tous pour autorité incontestée. »

Origine de la Nation française

À partir de la Révolution, le terme Nation prend un sens politique précis et désigne une forme d'organisation sociale spécifique. Conjointement à cette acception, ce terme s'applique encore à cette époque à des groupes humains ayant eu des expériences d'organisation politique autonome, groupes qui ont en partie survécu à leur intégration dans le royaume de France avant 1789.

Plus tard, en 1882, niant l'importance de la géographie, de la race ou de la langue, Renan définit la Nation comme un « plébiscite de tous les instants ». Michelet, quant à lui, dans la préface de 1869 à son Histoire de France écrivait : « La France a fait la France, et l'élément fatal de race m'y semble secondaire. Elle est fille de sa liberté.

Dans le progrès humain, la part essentielle est à la force vive, qu'on appelle homme. « L'homme est son propre Prométhée ».

Pour Fustel de Coulanges, 1870, « ce qui distingue les nations, ce n'est ni la race, ni la langue. Les hommes sentent dans leur coeur qu'ils sont un même peuple lorsqu'ils ont une communauté d'idées, d'intérêts, d'affections, de souvenirs et d'espérances. Voilà ce qui fait la patrie. Voilà pourquoi les hommes veulent marcher ensemble, ensemble travailler, ensemble combattre, vivre et mourir les uns pour les autres. La patrie, c'est ce qu'on aime. Il se peut que l'Alsace soit allemande par la race et par le langage ; mais par la nationalité et le sentiment de la patrie elle est française. »

Il ouvre la voie au Renan de 1882 dans sa conférence à la Sorbonne "Qu'est-ce qu'une nation ?"

Pour lui, l'essentiel de « Qu'est-ce qu'une Nation ? » réside dans la définition double que Renan formule à l'issue de sa conférence : « Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis. L'homme, Messieurs, ne s'improvise pas. La nation, comme l'individu, est l'aboutissant d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements. Le culte des ancêtres est de tous le plus légitime ; les ancêtres nous ont fait ce que nous sommes. Un passé héroïque, des grands hommes, de la gloire (j'entends de la véritable), voilà le capital social sur lequel on assied une idée nationale. Avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent ; avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà les conditions essentielles pour être un peuple. On aime en proportion des sacrifices qu'on a consentis, des maux qu'on a soufferts. On aime la maison qu'on a bâtie et qu'on transmet. Le chant spartiate : « Nous sommes ce que vous fûtes ; nous serons ce que vous êtes » est dans sa simplicité l'hymne abrégé de toute patrie. » (p.50)

La volonté fédéraliste et atlantique de destruction de la Nation française

À partir de ces définitions, qui montrent la Nation française comme le corps d'un être complexe, elle n'est plus telle que nous l'avons connue et vécue. Elle est en voie de disparition. Un dé-tricotage s'est opéré subrepticement dans toutes les structures de la société depuis la libération. Cela depuis le plan Marchal en Europe en passant par la CEE et l'ensemble des traités depuis 1951 qui nous ont conduits à Maastricht en 1992 et Lisbonne en 2005. Il est à rappeler ici que de Gaulle et Adenauer en 1962 parlaient de coopération et d'Europe confédérale. L'idéologie, la politique, la philosophie, l'économie du capitalisme a fait son oeuvre sur nos territoires en collusion avec presque l'ensemble de tous les partis politiques pour déconstruire notre Nation et en faire une entité faite de 13 régions sans l'avis du peuple, avec cet étrange mot subsidiarité et son principe, incompréhensible pour la majorité, tels que le veulent les fédéralistes européens et mondialistes. L'on peut aussi appliquer cette subsidiarité à l'ensemble des éditoriaux médiatiques et politiques qui fabriquent l'opinion. Ainsi, nous déléguons à ces faiseurs d'opinions virtuelles nos idéaux, nos révoltes, nos peurs, notre inquiétude du devenir.

Cela nourrit la servitude volontaire inconsciente et conforte l'absence de prise de responsabilité citoyenne. Cette Europe au service de la finance, couplée à une technique numérique éminemment politique au service du capital international, avec ses dirigeants fédéralistes a dépouillé nécessairement la France de ses valeurs et de son économie pour nous conduire sur le marché global. Pour perdurer, le capitalisme a toujours pratiqué la destruction créatrice. Pour lui, combattre les Nations pour se les asservir en y prenant le pouvoir par l'extrémisme, l'intervention

militaire et la guerre est nécessaire.

En France, ce que l'on a connu de la Nation, de la souveraineté, de la République, de la laïcité, de l'égalité, a été mis en pâture, une soupe exquise pour les extrémismes politiques et religieux. Si les symboles de la Nation, de la patrie ont été repris de façon dévoyée après les attentats de Charlie Hebdo, eux aussi ont été abandonnés pendant des décennies. Le drapeau et l'hymne national et ce qui est écrit au fronton des mairies, sur les monuments aux morts ont été et sont toujours mis en pâture aux extrémismes. Comme on peut le penser, cela permet au capitalisme quand il ne peut pas contrôler les Nations, de créer les conditions d'un autre asservissement de celle-ci avec ses outils pervers que sont les jusqu'au-boutismes, les fascismes pour plus tard les contrôler face à tous systèmes ou idées politiques antagonistes a contrario des siennes.

De l'abandon des valeurs de la Nation au profit du nationalisme xénophobe

Le tournant décisif est pris en mars 1983, avec la politique de rigueur. Le Président Mitterrand revient sur ses engagements économiques. Il ouvre la voie à un processus de privatisations après les nationalisations de début de mandat. Les marchés financiers sont partiellement dérégulés. La plupart des entreprises qui ont été nationalisées entre 1981 et 1984 seront privatisées sous le gouvernement Jacques Chirac entre 1986 et 1988 ; on peut considérer qu'à partir de 1984, la France quitte un fonctionnement économique étatisé (le capitalisme monopoliste d'état mis en place par De Gaulle) et adopte davantage un fonctionnement d'économie de marché au service de la finance. En même temps, Mitterrand permet au Front national d'avoir pignon sur la place politique lui qui était à 0,2 % :

« Sur les conseils de Michel Charasse, François Mitterrand signe, le 22 juin, une réponse écrite à Jean-Marie Le Pen : « Il est regrettable que le congrès d'un parti soit ignoré par Radio-Télévision. [...] Elle ne saurait méconnaître l'obligation de pluralisme qui lui incombe [...]. L'incident que vous signalez ne devrait donc plus se reproduire. Mais d'ores et déjà, je demande à Monsieur le Ministre de la Communication d'appeler l'attention des responsables des sociétés Radio-Télévision sur le manquement dont vous m'avez saisi. »

Au cours d'un point de presse organisé peu après, Michel Collinot salue, au nom du Front national, la « courtoisie du chef de l'État » qui a bien voulu répondre à la missive de Jean-Marie Le Pen. » (Enquête sur François Mitterrand et l'extrême droite Emmanuel Faux, Thomas Legrand, Gilles Perez Le Seuil, Sept. 1994 extraits : pages 18 à 31).

Cette politique du gouvernement Fabius est voulue. En effet, favoriser les courants extrémistes est utile, comme l'a déclaré Pierre Berégovoy en 1984 avant son suicide en 1993 : « Au parti socialiste, on a tout intérêt à pousser le front national, (...) Il rend la droite inéligible. Plus il sera fort, plus on sera imbattable. C'est la chance historique des socialistes ».

Cette manipulation politique n'a pas servi ce nationalisme ouvert cité plus haut issu de la philosophie des lumières et de la Révolution que nous avons connue et qui est en voie de disparition. Par contre, elle a permis la progression extraordinaire de l'autre nationalisme fermé, xénophobe, raciste, fondé sur un monde en décadence et qui croit en l'obligation de préserver le peuple contre tous les agents de corruption. Cela va de paire en coopération entre ethnies et races de chaque nation, pourvu que ces communautés ne quittent pas leurs frontières. Cette vision extrémiste et pessimiste de la nation, ce recentrage sur un espace géographique fermé est la résultante de cette politique de la sociale démocratie française fédéraliste et européenne incluant l'ensemble des nations européennes dans un brouilly commun d'économie libérale. Ce sont ses dirigeants qui ont fait le lit aux fascismes en Europe hier (en 1933 en Allemagne avec la République de Weimar combattant le peuple et laissant le capitalisme nourrir le national socialisme contre l'URSS), et aujourd'hui dans le monde avec l'extrémisme pseudo religieux et en France avec la montée du FN.

Un renouveau politique, éducatif et culturel pour sauver la Nation

Aujourd'hui, pour sortir du piège de la dette et de la vassalisation de la France à cette Europe fédéraliste germano-américaine et à l'OTAN, à la finance internationale sous hégémonie états-unienne, il nous faut rétablir l'indépendance politique et économique de notre Nation.

Dans cette perspective, je pense que la réforme de notre constitution actuelle est nécessaire. Personnellement, j'opte pour la mise en place d'une Assemblée constituante élue au suffrage universel avec des délégués issus du peuple, sans exclure la politique, mais les professionnels de la politique qui pour la plupart ont sabordé notre Nation depuis 60 ans. Pour amorcer et développer une réflexion et une dynamique vers cette constituante pour une Nation et une République inédite, un compromis historique et l'Union du Peuple de France dans son arc républicain, au-delà des clivages, doivent être recherchés. Malgré que selon des études le quotient moyen ait baissé de 14% en Angleterre depuis la seconde révolution industrielle et baissé de 4 points en France en 10 ans (les échos du 27 janvier 2017), il nous faut à coup sûr une éducation populaire performante du XXI^e siècle associée au symbolisme national par un combat éducatif laïc et social. Former des citoyens du futur et construire un large consensus est un enjeu majeur en ce qui concerne l'élaboration et la transformation par les citoyens, des institutions de la République et de leurs contenus et ainsi réinventer une véritable démocratie nationale, un devoir pour que notre Nation telle que définie à l'article 3 de la déclaration des droits de l'homme de 1789 perdure : « Le principe de toute Souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément. »

L'hérédité royale est devenue ainsi par cet article l'hérédité du Peuple ! Cet héritage nous appartient !